

**Contribution du secteur Industrie-Entreprises-NTIC
à la Convention internationale du Parti Socialiste**

**Une politique européenne pour l'industrie, l'innovation et les
échanges :
agir pour que l'Europe ne sorte pas des radars de la mondialisation**

LA DYNAMIQUE ALLEMANDE RÉVÉLATRICE DE LA PANNE D'EUROPE

L'industrie européenne fait face à une crise historique. La montée en puissance de la Chine et des grands pays émergents – Inde, Corée du Sud, Brésil, Russie, Australie – signifie autant d'opportunités de marchés à conquérir que de risques à prévenir : délocalisations de sites de production et de sièges sociaux, contrefaçon, mais aussi concurrence sur les secteurs à forte valeur ajoutée, qu'il s'agisse d'énergie, de télécommunication ou de mobilité innovante. Dans le même temps, les Etats-Unis et le Japon continuent d'exercer un leadership technologique en de nombreux domaines. Bref, la place de l'Europe et le rôle de sa production dans la compétition mondiale sont sérieusement ébranlées.

Dans ce contexte, il existe une exception allemande. Tiré par les exportations et le dynamisme de ses entreprises, son taux de croissance sera d'environ 3 % en 2010, soit au moins un point de plus que ses voisins et rivaux. Par delà les fantasmes ou les caricatures, **les succès remportés par l'industrie allemande méritent d'être analysés avec soin. Ils révèlent l'impuissance européenne autant qu'ils s'en nourrissent.**

Ils s'appuient avant tout sur **un appareil productif plus complet** fondé sur des entreprises de taille intermédiaire (entre 250 et 5000 salariés) qui ont la taille critique pour répondre aux besoins des nouveaux géants. Elle s'appuie également sur la renommée du *made in Germany*. **Les entreprises allemandes sont compétitives sur l'ensemble de la chaîne de valeur** : conception, fabrication, commercialisation, acheminement, prescription, services. Elles mènent depuis des décennies une politique commerciale tournée vers l'exportation en préparant les salariés à la mobilité, au management de la qualité, à la pratique des langues (l'anglais est pratiqué couramment par un tiers de la population). De plus, elles ne misent pas nécessairement sur la « sur-qualité » pour vendre : elles savent que la crise financière est passée partout, y compris à Abou Dhabi et à Pékin. L'Allemagne a aussi opté pour **un degré certain de spécialisation dans le domaine manufacturier, qui tire l'ensemble de la production outre-Rhin** : électronique, électrotechnique, chimie, métallurgie, bureautique, automobile, autant de secteurs qui correspondent à la demande des émergents. Dans ces domaines d'activité, **formation/enseignement supérieur/recherche/innovation/entreprises sont profondément intégrées au sein de filières clairement identifiées**. Enfin, « la démocratie économique » qui prévaut en Allemagne contribue grandement à la compétitivité industrielle. La présence de représentants du personnel dans les conseils d'administration et de surveillance est un facteur décisif dans le désamorçage des conflits

sociaux, l'obtention d'un consensus sur les orientations stratégiques de l'entreprise et la limitation des prises de risque. Les autres nations européennes, et d'abord la France, devraient s'inspirer de ces choix plutôt que feindre de les ignorer.

Mais la réussite industrielle a une autre cause : le choix d'une défense des intérêts allemands dans la compétition internationale. Celle-ci s'est opérée au prix d'une double entorse : au pacte social et à la progressivité des salaires (dans les années 2000, la compétitivité externe a primé sur le pouvoir d'achat des ménages et des retraités allemands) ; à la solidarité européenne qui est singulièrement écornée par le tout-export qui fonde la stratégie de Berlin (en faisant produire une large partie de sa production en Europe centrale et orientale, l'Allemagne encourage le dumping fiscal-social au détriment de la cohésion communautaire).

Si le moteur franco-allemand n'est hélas plus une réalité, les chefs d'Etat et de gouvernement en sont responsables. La chancelière Merkel – la première issue de l'ex-RDA – cale son regard sur la nouvelle géographie de l'Allemagne réunifiée : au centre de l'Europe, les yeux vers l'Est. Quant à N. Sarkozy, son arrogance durant la présidence française de l'Union européenne en 2008, ses alliances à géométrie variable – un jour avec l'Espagne, le lendemain avec la Grande-Bretagne, le surlendemain avec l'Italie – ont nourri des doutes sur sa volonté de poursuivre l'oeuvre de ses prédécesseurs, du général de Gaulle à J. Chirac en passant par F. Mitterrand.

Reste que **les divergences entre nos pays ne sont pas seulement politiques et diplomatiques : elles sont économiques.** Côté allemand, on veut tirer profit des sacrifices consentis durant deux décennies au nom de la réunification et de la compétitivité, qu'il s'agisse de l'austérité salariale ou de la diminution des ressources allouées aux politiques sociales. S'y ajoute un dogmatisme budgétaire, notamment en matière de déficits et d'endettement. Héritage des années 1920-30 et de l'hyper-inflation qui a contribué à la chute de la République de Weimar, cette préférence pour la rigueur pousse la première économie d'Europe à prôner la sanction, voire l'exclusion des plus faibles au nom de l'intérêt des plus forts et du pacte de stabilité dont la crise a pourtant confirmé les limites. Côté français, le gouvernement utilise à bon compte le rigorisme budgétaire allemand pour s'exonérer de pratiquer une gestion sérieuse des finances publiques (en matière de dépenses fiscales inutiles au bénéfice des hauts revenus, par exemple) et d'opérer les réformes de structures indispensables (en matière de formation et de recherche, surtout).

Cette bataille d'interprétations et d'actions est décisive : **il y a une stratégie industrielle de l'Allemagne en Europe, il n'y a pas de politique industrielle de l'Europe ; et c'est parce que l'Europe est en panne que l'Allemagne choisit de faire cavalier seul.** Toutefois, cette approche de la première puissance économique européenne ne saurait durablement servir les intérêts allemands.

- Parce qu'elle réalise une part de sa richesse sur le dos de ses partenaires de l'Union : moins ils seront compétitifs, moins ils achèteront les produits allemands.

- Parce que le rééquilibrage progressif de la Chine vers le soutien à sa demande intérieure et, dans une moindre mesure, l'alignement par le haut des coûts entre l'Est et l'Ouest de l'Europe risquent de marquer les limites du tout-export qui a si bien réussi aux entreprises allemandes au cours des dix dernières années.

- Parce que si une politique nationale en matière industrielle reste nécessaire, à l'heure des Etats continents et de la mondialisation, aucune nation, aussi dynamique soit-elle, ne peut à elle seule répondre à tous les défis. Pas d'avenir pour les savoir faire, les entreprises, les salariés, les territoires en Europe sans une coopération européenne renforcée !

Qu'elle songe à ses valeurs ou à ses intérêts, l'Allemagne a tout à gagner à renouer avec une vision solidaire et non solitaire en matière de politique budgétaire, industrielle, commerciale, de la concurrence. Encore faut-il que les autres Etats membres – à commencer par la France – lui donnent des raisons de retrouver la raison européenne.

A l'heure où B. Obama adopte son « Manufacturing Act », où la Chine et l'Inde développent leur outil productif pour les secteurs traditionnels aussi bien qu'innovants, c'est d'une véritable stratégie industrielle dont l'Europe doit aujourd'hui se doter. La seule concurrence par les coûts et la désinflation salariale ne pourra conduire, si elle est menée par tous, qu'à un véritable désastre industriel et économique. La faiblesse des revalorisations salariales et la montée du chômage risquent d'accentuer le redéploiement mondial des grands groupes, donc les délocalisations. Pourtant, l'Europe a les moyens de mener une autre stratégie.

Pour assurer son avenir industriel mais aussi social (en moyenne, un emploi créé dans l'industrie génère deux emplois directs ou indirects dans le reste du champ économique), **l'Europe doit mettre en place une politique de long terme, coordonnée, autour de la construction de champions européens, de filières cohérentes et d'un environnement macroéconomique, commercial, fiscal, énergétique, de formation et de recherche favorable.** Le développement des filières de « haute technologie » ne pourra suffire à maintenir une industrie performante. Le tissu industriel, pour ne pas disparaître, doit rester diversifié. Aucun pays ne pourra réussir seul, nous devons avancer ensemble au plan européen.

Avec la crise, le jeu des marchés et de la concurrence a montré son impasse à tous égards. Il ne peut y avoir d'industrie forte sans des politiques publiques qui la soutiennent, du niveau local à l'échelle européenne. Pour que l'Europe ne sorte pas des radars de la mondialisation, nous devons affirmer un nouvel interventionnisme au soutien de l'économie réelle en France et des intérêts européens.

*

I / CRÉER UN CADRE MACROÉCONOMIQUE, MONÉTAIRE ET FINANCIER FAVORABLE

Pour une gestion politique du taux de change

Comment ne pas rapprocher le déclin de l'industrie française qui s'accélère depuis 2002 du renforcement de l'euro durant cette période ? Même si ce n'est pas l'unique explication, le taux de change de la monnaie unique est une variable déterminante pour les industries exportatrices dans des zones hors euro, en dollar notamment.

L'appréciation de l'euro face au dollar handicape lourdement l'industrie européenne. Pourtant, le taux de change de la monnaie unique ne semble toujours pas une préoccupation de la Banque centrale européenne. L'absence de politique monétaire coordonnée de la BCE et des Etats membres fait peser des risques graves pour les fleurons de l'industrie européenne, alors que la Chine ou les Etats-Unis n'hésitent pas à sous-évaluer leur monnaie pour favoriser leurs industries nationales.

La zone euro est la seule des grandes zones économiques à ne pas faire usage du taux de change comme outil de politique économique : c'est un jugement de fait avant d'être un jugement de valeur. La dépréciation actuelle résulte de la crise financière et économique ; elle n'est nullement coordonnée et son caractère brutal est déstabilisateur. **Une politique industrielle cohérente et volontariste devra s'appuyer sur une politique de taux d'intérêt plus offensive.**

La volatilité des monnaies, qui fragilise tant les entreprises, devrait être un sujet majeur de la concertation entre les Etats. La stabilité des parités entre les quatre grandes monnaies internationales, le dollar, l'euro, le yen et le yuan, est essentielle pour promouvoir un horizon de long terme stable et favorable à l'investissement productif. A cet égard, **l'idée d'un nouveau panier des monnaies devra être au coeur de la politique internationale déployée par la gauche française en 2012.** La parité des monnaies doit correspondre à des fondamentaux économiques et non à des mouvements spéculatifs qui sont profondément déstabilisateurs. Dans le cadre du multilatéralisme que nous appelons de nos vœux, le Fonds Monétaire International a vocation à être l'instrument de ce nouveau *Bretton woods*. C'est une condition essentielle pour que l'industrie puisse faire face aux défis du 21ème siècle.

Engager la bataille des normes sociales et environnementales

Pour que son industrie se développe, l'Europe doit lutter contre le dumping fiscal et social qui régit les échanges mondiaux en adoptant des règles commerciales exigeantes et une politique de la concurrence au service de la production et de l'innovation. **Aujourd'hui, tous les grands blocs – des Etats-Unis à la Chine en passant par la Russie ou l'Inde – protègent leurs brevets, leurs métiers, leurs fleurons. Tous, sauf l'Union européenne !**

Les salariés européens payent chèrement le refus obstiné de la Commission Barroso

de toute protection commerciale ciblée, d'écluses sociales et écologiques dans les échanges entre l'Union et les autres zones régionales du globe, dont certaines pratiquent un dumping qui fragilise nos produits, nos entreprises, nos territoires. *En même temps, l'idée que tous soient concurrents et que le moins cher l'emporte est un obstacle à l'internationalisme qui fonde notre engagement* : faute de normes non marchandes incluses dans les traités commerciaux internationaux qui protègent le consommateur autant que le producteur, jamais les salariés des pays émergents ne bénéficieront de salaires décents ni des droits conquis par les travailleurs européens. Pour toutes ces raisons, européennes et internationalistes, **l'Europe ne peut s'imposer des normes sanitaires, environnementales, sociales et de protection des consommateurs sans exiger en retour un même niveau de protection pour les produits importés**. C'est particulièrement nécessaire contre les marchandises, substances et matériaux dangereux : le règlement REACH qui s'applique aux produits chimiques / toxiques ne s'impose-t-il pas aux industriels européens comme à leurs concurrents chinois, indiens ou sud-américains ?

Par ailleurs, l'Europe ne doit pas s'ouvrir à des pays qui restreignent leurs marchés ou les rendent peu accessibles. Elle doit se doter de règles de réciprocité, c'est-à-dire promouvoir une ouverture équitable.

C'est pourquoi un gouvernement à direction socialiste en 2012 devra mobiliser nos partenaires européens afin qu'ils s'engagent avec nous dans la bataille des normes pour orienter les échanges dans le sens de la solidarité et de la réciprocité. **L'UE dispose pour cela d'une force : la sienne !** Une zone d'un demi-milliards de consommateurs constitue une puissance de négociation considérable tant au sein de l'OMC que des organisations spécialisées de l'ONU (OMS, OIT, PNUD...)

Ces mesures sont nécessaires mais elles ne suffiront évidemment pas au développement de l'industrie européenne. En plus d'être pénalisée par un euro structurellement cher et une ouverture commerciale non réciproque, notre industrie n'est soutenue par aucune stratégie productive cohérente.

II / UNE POLITIQUE DE PRODUCTION ET D'INNOVATION VOLONTARISTE

L'Europe dispose d'atouts puissants pour peser dans la mondialisation : formation de la main d'œuvre, infrastructures et équipements publics, vaste marché intérieur, synergies liées à un tissu industriel encore dense, etc. Encore faut-il en avoir conscience et en faire bon usage !

Construire des champions continentaux et des filières cohérentes

L'Europe ne doit pas se contenter de créer un environnement général propice à l'industrie ; elle doit aussi prendre des initiatives qui lui sont directement favorables. **Les grands projets, menés au niveau européen, sont un élément central de cette politique : ils**

constituent les moteurs du développement industriel sur notre continent. Où sont les Airbus de demain ? Voilà la question qui doit mobiliser les acteurs européens. Ces grands programmes devront cibler des projets innovants, ayant des effets d'entraînement sur le reste de l'économie et de la société : où sont les Google, Apple, Nintendo européens ?

Les transformations nécessaires dans les domaines de l'énergie, des bio et nano technologies, de la robotique, du numérique, de la mobilité... nécessitent des ruptures scientifiques et techniques, ainsi que des réponses industrielles adaptées. Les investissements à mobiliser s'élèvent à plusieurs centaines de milliards d'euros, ce qui nécessite une coopération qui dépasse les échelles nationales – et les égoïsmes nationaux. L'Europe apparaît comme l'échelon le plus pertinent pour la mise en place de tels projets.

Ces grands projets doivent constituer le pilier industriel de la stratégie UE2020. Faute de quoi, l'industrie européenne risque de manquer définitivement le virage de la mondialisation et des grands défis du futur – et d'abord dans le domaine du développement durable.

A dix ans de l'horizon 2020, l'inquiétude prévaut. Aucun champion européen n'a émergé depuis EADS alors que des possibilités existent dans de nombreux domaines, tels que l'énergie, l'automobile, la chimie, la pharmacie, ou encore les télécommunications.

A l'heure d'entamer la course avec ses grands rivaux d'Amérique et d'Asie, l'Europe se met des boulets aux pieds en soumettant les aides d'Etat à un régime d'autorisation préalable. Justifié au nom du bon fonctionnement du marché intérieur, il n'a aucun équivalent dans le monde. Les groupes européens ne sont pas concurrentiels dans le monde, mais concurrents entre eux !

L'Union européenne doit appliquer le principe de la concurrence et du contrôle des concentrations avec pragmatisme, afin de favoriser l'émergence de champions européens, et non de façon strictement juridique, en entravant le renforcement de l'industrie européenne. A cet égard, les Etats-Unis et les pays émergents, eux, ne ratent jamais une occasion de jouer leurs intérêts.

La construction de champions européens doit pourtant être le mode de développement à privilégier. Eux seuls auront la taille critique pour faire face à la montée en puissance des pays émergents. Dans cette perspective, **un grand emprunt européen serait un outil particulièrement adapté. Il permettrait des financements à taux zéro, des avances remboursables ainsi que des investissements directs.**

Ces champions européens devront pouvoir s'appuyer sur des **filières cohérentes, associant grandes entreprises** (les champions européens que nous souhaitons créer), **sous-traitants et fournisseurs, ou rassemblant des entreprises qui travaillent sur les**

mêmes produits ou les mêmes technologies. Face aux enjeux de demain, il revient à l'Union européenne d'impulser une stratégie commune en intensifiant la mobilisation des parties prenantes et en réunissant, le cas échéant, les ressources nécessaires. La France et l'Union européenne doivent adopter des mécanismes favorisant de tels regroupements et garantissant la mise en œuvre de synergies ainsi que la solidité des filières qui sont au cœur du bon fonctionnement de l'économie et qui desservent des marchés essentiels en matière économique, stratégique ou sociale (aéronautique, espace, production des médicaments...).

Bâtir une Europe de la recherche, de l'innovation et de la créativité

Dix ans après son adoption, la stratégie de Lisbonne est un échec. Les dépenses de R&D ne représentaient que 1,9% du PIB dans la zone euro en 2008 alors que l'objectif était de 3%. Hormis Galileo, le futur GPS européen et GMES, la mobilisation européenne en faveur de l'environnement et de la sécurité, aucun grand projet industriel européen n'a vu le jour.

De son côté et durant la même période, la Chine a effectué un effort considérable en termes de recherche et développement, qui la place au troisième rang mondial. La montée en gamme de son industrie est rapide. Elle lance des projets d'envergure dans tous les domaines de pointe, comme dans le spatial ou encore les énergies propres et la croissance verte.

Aucun domaine n'échappera à la pression concurrentielle des économies émergentes. L'Europe doit donc agir rapidement pour se donner les moyens de développer une industrie compétitive et adaptée aux défis du 21ème siècle.

Nous devons développer la montée en gamme de l'ensemble du tissu industriel afin de renforcer sa compétitivité. Cela signifie un effort européen massif dans l'éducation, la formation, l'innovation et la recherche. Il est nécessaire d'**accroître les dépenses de recherche, aussi bien publiques que privées** ; de **développer les budgets de recherche collaborative** afin de renforcer les liens entre centres publics et laboratoires privés ; de faciliter l'accès aux laboratoires publics et aux universités pour les acteurs de chaque filières afin notamment **que les PME aient accès aux résultats de la recherche appliquée.** Pour cela, l'Europe doit faire sauter le verrou du budget de l'Union plafonné à 1% du PIB.

Nous devons **cibler les financements de l'innovation vers les universités** (auxquelles s'ajouteront les grandes écoles en France), **constituer des pôles de compétitivité européens**, en partenariat avec les entreprises des filières d'avenir : énergies propres, société numérique, sciences du vivant, nanotechnologies, transports moins polluants, sans oublier certaines infrastructures indispensables aux échanges intra-européens, qu'il s'agisse du rail ou du net. Les pôles de compétitivité peuvent également constituer un lieu de rapprochement entre acteurs publics et privés de la recherche, à condition que les universités et les grandes écoles participent davantage à leur gouvernance.

Pour favoriser l'émergence d'une Europe de l'industrie et de la créativité, nous proposons également de :

- lancer un plan d'investissement européen afin de financer les éco-industries et les bio/nanotechnologies européennes ;
- bâtir une vraie Agence de l'innovation industrielle adossée à la Banque européenne d'investissements ;
- créer enfin un brevet européen pour aider les PME innovantes à protéger leurs innovations et à exporter ;
- augmenter massivement la part des dépenses publiques de recherche gérée au niveau de l'Union européenne ;
- instaurer un statut juridique unique pour les jeunes entreprises innovantes assorti de mesures fiscales incitatives (par exemple, un crédit d'impôt-recherche commun) dans le cadre du « Small business act » en cours de négociation ;
- encourager, par le biais fiscal notamment, les grandes entreprises européennes à réinvestir et à relocaliser en Europe (sites de production, mais aussi centres de décision, laboratoires de recherche, bureaux d'études) ;
- favoriser le rapprochement entre acheteurs publics européens dans le but de développer des montages privilégiant l'achat innovant.

*

L'industrie a un avenir en Europe à condition que celle-ci le veuille. Toutes les industries ont un avenir dans l'ensemble européen à condition qu'elles mutent, qu'elles opèrent leur conversion technologique et écologique.

Pour y parvenir, l'initiative privée est nécessaire, mais pas suffisante : la puissance publique a un rôle d'impulsion, de coordination, de réalisation parfois, irremplaçable, en particulier pour les investissements à long terme ou à haut niveau de risque technologique.

Elle ne doit pas se priver des ressources indispensables pour atteindre ces objectifs ambitieux. En particulier elle doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter une évasion fiscale en plein essor (60 milliards d'euros selon des estimations récentes, souvent orchestrée par de grands groupes industriels), s'appuyant sur l'existence de paradis fiscaux en et hors Europe, qui doivent disparaître.

Bien sûr, il n'est pas question de rendre l'Europe responsable de la passivité française en matière industrielle, particulièrement aggravée depuis 2007. Le privilège fiscal donné aux multinationales-locomotives et l'avènement du statut d'auto-entrepreneur ne font pas une stratégie industrielle. De même, le refus par l'actuel gouvernement de faire des Régions les chefs de file en matière économique, de recherche et d'innovation prive notre pays d'un puissant effet levier auxquels nos partenaires, eux, ne renonceront pas – et pas seulement pour des motifs institutionnels et traditionnels. La définition d'une véritable politique industrielle et d'innovation pour la France est au coeur du projet socialiste : c'était le sens des 54 propositions pour l'avenir de l'industrie rendues publiques en février 2010

par la Première secrétaire Martine Aubry en Champagne-Ardennes, dont plusieurs ont été reprises par la Convention sur le nouveau modèle de développement social-écologique en avril 2010.

Mais dans un monde interdépendant, mutipolaire et hyper-concurrentiel, l'échelon pertinent pour la France et pour chacun de ses voisins – y compris la puissante Allemagne – est plus que jamais européen. Dynamiser et protéger la production en Europe est l'objet du présent document. Nous sommes convaincus que mettre en avant les thématiques qui y sont évoquées nous permettront de remporter la confrontation avec la droite en 2012 et, surtout, de réussir le changement après.

Guillaume Bachelay, Secrétaire national,
et les Groupements et Sections d'Entreprises (GSE) du Parti
socialiste.

1er septembre 2010